



## Conseil économique et social

Distr. générale  
3 décembre 2015  
Français  
Original : anglais

---

### Commission de la condition de la femme

#### Soixantième session

14-24 mars 2016

#### Suite donnée à la quatrième Conférence mondiale

#### sur les femmes et à la vingt-troisième session

#### extraordinaire de l'Assemblée générale intitulée

« Les femmes en l'an 2000 : égalité des sexes,

développement et paix pour le XXI<sup>e</sup> siècle »

### **Déclaration présentée par Asabe Shehu Yar'Adua Foundation, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social\***

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

---

\* La version originale de la présente déclaration n'a pas été revue par les services d'édition.



## Déclaration

### **Autonomisation des femmes et développement durable, par Asabe Shehu Yar'Adua Foundation**

La déclaration d'Asabe Shehu Yar'Adua Foundation traite de la question de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes et des filles dans le cadre des activités socio-économiques et de développement politique. Cette préoccupation est l'un des principaux objectifs du Programme de développement durable à l'horizon 2030 tel que déclaré et adopté par l'Assemblée générale des Nations Unies à l'occasion du Sommet des Nations Unies consacré à l'adoption du programme de développement pour l'après-2015, tenu au Siège de l'Organisation des Nations Unies du 15 au 17 septembre 2015.

Il apparaît clairement que le monde n'est pas en paix avec lui-même. Presque toutes les régions du monde connaissent des troubles. On assiste à une résurgence des crimes odieux et des conflits armés qui provoquent d'énormes pertes humaines, des mutilations et des dégâts matériels.

Ni les pays développées, ni ceux en développement n'échappent à l'expansion inéluctable de cette « gangrène ». Toutefois, les pays en développement sont sans nul doute les plus touchés. En effet, l'exercice du pouvoir politique y est perçu comme un simple moyen d'enrichissement personnel. Par conséquent, les dirigeants politiques font preuve d'une négligence notoire et criminelle en refusant de créer des institutions de soutien qui permettraient aux citoyens d'évoluer dans un cadre où ils pourraient réaliser tout leur potentiel. L'échec total de ces autorités politiques dans plusieurs pays a davantage creusé l'écart entre les riches et les pauvres, entraînant différentes formes de conflits aux dimensions effrayantes. Les femmes et les filles en sont les véritables victimes. Plutôt que d'être autonomisées en leur qualité de « mères de l'humanité », elles sont tuées et massacrées, mutilées, enlevées, violées et traitées comme des bêtes de somme. D'une certaine manière, les femmes et les filles sont doublement menacées en raison de l'augmentation vertigineuse des cas de viol dans le monde. Des femmes et des jeunes filles, y compris des mineures, sont victimes de viol et d'autres formes d'abus sexuels commis par des hommes jeunes ou d'âge mûr.

L'éducation reste la meilleure arme contre l'ignorance, la pauvreté et la maladie. Lorsque vous éduquez une femme ou une fille, vous éduquez une nation et des générations encore à naître. On estime que les pays sous-développés et en développement comptent le plus grand nombre d'enfants non scolarisés. À ce problème s'ajoute celui de l'insécurité dans les écoles puisque certains experts affirment que des filles y sont victimes de violences qui prennent la forme de harcèlement sexuel, de viol et d'inceste et qu'elles sont également victimes de mariage précoce. La gent féminine est réellement désavantagée dans des domaines cruciaux comme l'emploi, l'éducation et l'alphabétisation. Le taux d'alphabétisation chez les hommes s'élève à plus de 40 % contre 13 % chez les femmes. Toutefois, l'emploi est sans conteste l'un des principaux moyens de permettre aux femmes de se prendre en charge.

De même, l'éducation est un puissant outil d'autonomisation des femmes, qui permet d'améliorer la condition de la femme dans tout type de société. L'éducation permet non seulement aux femmes d'acquérir des connaissances, l'estime de soi et

de l'assurance, mais aussi de jouer l'important rôle traditionnel qui est celui de la construction nationale. Pour y parvenir, il faudrait d'abord autonomiser les femmes en mettant un terme aux exactions actuelles dues aux conflits armés.

Les experts sont convaincus que l'autonomisation économique des femmes tient du bon sens économique et permet de parvenir à une croissance partagée, au développement durable et à la prospérité à long terme. Autonomiser les femmes permet de développer les économies, de stimuler la productivité et de dopper la croissance. En outre, tous les programmes de développement des gouvernements, notamment ceux axés sur les zones rurales, doivent tenir compte des besoins et des aspirations des femmes rurales et allouer des ressources au profit de l'autonomisation des femmes rurales afin qu'elles puissent accéder à la propriété foncière. Il est avéré qu'investir prudemment et de manière consciente dans l'autonomisation économique des femmes est une condition *sine qua non* du développement durable d'un pays. Tel investissement représenterait un grand pas dans la lutte contre la pauvreté et constituerait un catalyseur de la prospérité et de la stabilité nationale. Il s'agirait une avancée majeure en matière de renforcement des capacités et du capital humains.

Nous recommandons également que les crimes atroces contre les femmes et les filles soient sanctionnés par des peines plus sévères, que des poursuites soient intentées pour tous les cas d'abus et de violences sexuels contre les femmes et les filles et que des mesures soient prises pour mettre fin aux agressions injustifiées dont les femmes sont victimes. Les plans de développement des nations actuelles du monde (pays développés, en développement et sous-développés) doivent accorder la priorité aux programmes d'autonomisation des femmes et des filles, notamment de celles nées dans le pays. Ces plans doivent prévoir des programmes d'apprentissage continu, des programmes d'encadrement basé sur les connaissances, des formations aux technologies de l'information et des communications, qui permettront aux femmes d'accéder à l'indépendance sociale et économique dans leurs différentes communautés et garantiront que celles-ci participent pleinement et effectivement à la prise de décision et bénéficient des mêmes possibilités que les hommes d'accéder à des postes de responsabilité à tous les niveaux dans la vie politique, économique et publique.

En résumé, il faut déployer davantage d'efforts concertés pour protéger et autonomiser les femmes et les filles afin d'assurer le développement durable des pays. Les principales parties prenantes doivent travailler en synergie pour offrir davantage de possibilités aux femmes et pour créer un cadre qui leur permettra de bénéficier de leur immense potentiel. Mais comme l'affirme un adage « rien de bon ne s'acquiert facilement ».